



EIDGENÖSSISCHES VOLKSWIRTSCHAFTSDEPARTEMENT
 DÉPARTEMENT FÉDÉRAL DE L'ÉCONOMIE PUBLIQUE
 DIPARTIMENTO FEDERALE DELL'ECONOMIA PUBBLICA
 DEPARTAMENT FEDERAL DA L'ECONOMIA PUBLICA

Berne, le 14 février 1990

EJPD	19.FEB	90.056201
GS	9100349	

Note d'information

Aux membres du Conseil
fédéral

Symposium de Davos:
 Rencontres bilatérales

Vous voudrez bien trouver ci-joint une brève synthèse des entretiens que j'ai eus à Davos avec différentes personnalités.

DEPARTEMENT FEDERAL DE
 L'ECONOMIE PUBLIQUE


 J.-P. Delamuraz

Annexe ment.



le 14 février 1990

Entretiens de Monsieur le Conseiller fédéral J.-P. Delamuraz
au Symposium de Davos (1 - 4.2.1990)

1. Les personnalités rencontrées:

- le Président Salinas (Mexique)
- le Premier Ministre Lee Kuan Yew (Singapour)
- le Vice-Premier Ministre de Tchécoslovaquie Komarek
- le Ministre allemand de l'économie Haussmann
- le Secrétaire général de l'OCDE J.-Cl. Paye
- le Chancelier d'Autriche Vranitzky (accompagné des Ministres Schüssel et Lacina)
- le Ministre canadien de l'Industrie et de la Recherche André
- le Ministre italien du Commerce extérieur Ruggiero
- les Vice-présidents de la Commission des CE Andriessen et Brittan

2. Parmi tous les thèmes abordés, quatre ont nettement dominé les entretiens

- sur le plan général, l'impact de l'ouverture des pays de l'Est sur la construction européenne et sur le monde;
- les efforts entrepris par certains pays du Tiers Monde pour s'intégrer dans l'économie mondiale;
- les perspectives de la négociation de l'Uruguay Round au GATT;
- les relations AELE-CEE.

3. Entretien avec le Premier Ministre Lee Kuan Yew (L)

- L expose la nécessité absolue pour Singapour de développer une économie moderne sous peine de disparaître de la carte politique du monde. Singapour ne peut vivre uniquement de services et doit développer une industrie de production (électronique).

- 2 -

- L souligne que les pays du Pacifique qui se sont récemment réunis à Canberra au niveau ministériel désirent intensifier leur coopération économique tout en évitant de former un bloc.
- En ce qui concerne la Chine, L est d'avis que d'ici 5 ans elle sera épurée de la vieille génération et reprendra le chemin de la libéralisation économique (si ce n'est de la démocratie).

4. Entretien avec le Vice-Premier Ministre tchèque Komarek (K)

- K présente les problèmes auxquels l'économie tchèque est confrontée: dette extérieure de 7 mia \$ (3 mia en termes nets); hypertrophie de l'industrie lourde et absence de l'électronique ainsi que déséquilibre du commerce extérieur (3/4 des exportations vont vers l'URSS) et conclut que l'économie de son pays a été artificiellement bridée.

La Tchécoslovaquie entend redéployer ses efforts de l'industrie lourde vers les industries spécialisées (mécanique de précision) ainsi que vers l'industrie alimentaire afin de mieux intégrer l'économie tchèque (Komarek ne cache pas l'intérêt de son pays à la dynamique communautaire).

5. Relations CE-AELE (résumé des entretiens avec Andriessen, Brittan, Haussmann, Ruggiero et Vranitzky)

- Il n'est plus possible de séparer l'intégration de l'Europe occidentale (Europe 1992 et EEE) de la création de ponts, politiques et économiques, avec l'Est. L'enjeu et le défi des années 1990 sont la création de structures nouvelles pour toute l'Europe. Il en découle dans l'immédiat que les problèmes de l'AELE ont tendance à être relégués au second plan. L'intérêt demeure toutefois (confirmé par Kohl et Andriessen) pour un accord qui pourrait servir de modèle pour les pays de l'Est.
- En ce qui concerne les questions institutionnelles, certains interlocuteurs du Chef du Département (en particulier Ministres Haussmann et Ruggiero) soulignent qu'un traité EEE ne peut être qu'une solution transitoire. A terme, seule l'adhésion est susceptible de fournir une réponse satisfaisante quant à une pleine participation aux décisions.

./.

- 3 -

- En ce qui concerne la reprise de l'acquis, on notera une position assez ferme de la part de Sir Leon Brittan en ce qui concerne les régimes transitoires: une certaine coordination et unité au sein de l'AELE est nécessaire, car six régimes transitoires totalement différents pour chacun des pays concernés seraient, à son avis, difficilement acceptables pour la Commission.
- En ce qui concerne la position autrichienne sur la prise de décision au sein de l'AELE, on constate une identité de vues complète avec la position suisse.

6. Uruguay Round (GATT)

- L'actualité ayant fixé les priorités ailleurs, le GATT se trouve lui aussi relégué à l'arrière plan des préoccupations. L'analyse de la plupart des interlocuteurs (en particulier Ministre italien Ruggiero) concorde pour considérer que l'Uruguay Round va mal et que les négociations ont pris du retard.
- Cela débouchera tôt ou tard sur une crise, lorsque tous les partenaires auront pris conscience des enjeux, ce qui n'est pas encore le cas. Notamment qu'il s'agit d'une négociation de réforme et non pas de libéralisation comme les précédentes.
- Dans ce contexte, la réunion ministérielle du Mexique (18-20 avril) prend toute son importance, de même que la ministérielle de l'OCDE (30- 31 mai), où l'Uruguay Round devrait être l'un des sujets principaux.
- La nécessité d'institutionnaliser le GATT a été aussi discutée. Il serait toutefois inopportun de mettre cette question à l'ordre du jour avant la fin de l'Uruguay Round. A ce sujet, le mandat de négociation de la délégation américaine échéant en mars 1991, cette date est la dernière limite pour un accord - dans l'éventualité où un tel accord ne pourrait être obtenu en décembre de cette année.